

## Pétitions

## LES FINANCES

LA TAXE À LA CONSOMMATION—LES EFFETS DES  
MODIFICATIONS SUR LES MUNICIPALITÉS

**M. Don Ravis (Saskatoon-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans une résolution qu'elles doivent soumettre à la Fédération canadienne des maires et des municipalités qui se réunit la semaine prochaine, la ville de Saskatoon et de nombreuses autres municipalités s'inquiètent des conséquences que pourraient avoir sur l'impôt foncier la taxe de transaction, qu'on envisage, de même que la taxe sur la valeur ajoutée. Le ministre veut-il préciser quels seront les effets de ces nouvelles mesures sur les municipalités? Songe-t-on, parmi les solutions à l'étude, à rembourser les gouvernements municipaux?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai signalé qu'il y aura un mécanisme d'établissement pour examiner toute modification concernant la taxe à la consommation. Nous publierons d'abord un document de travail, puis nous mènerons une vaste consultation auprès des intéressés, notamment les municipalités. Nous avons jugé bon d'étudier la possibilité d'un système de transition, afin de faciliter, le cas échéant, la mise en oeuvre de cette taxe. Les municipalités pourront également se prononcer là-dessus.

\* \* \*

## L'ÉNERGIE

## LE PRIX DU CARBURANT POUR AVION

**M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Pourrait-il expliquer à la Chambre et au pays pourquoi le prix du carburant pour avion a si peu diminué au Canada malgré la chute des prix mondiaux du pétrole? Par exemple, dans le Nord de l'Ontario, le prix de ce type de carburant n'a diminué que deux cents le litre entre janvier et mai.

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, beaucoup d'aéroports et d'aéroclubs concluent des marchés d'approvisionnement en gros pour leur carburant. Ces marchés sont constamment en négociation. Les prix varient d'un club à un autre et d'un aéroport à un autre. Dans certaines régions, ils ont connu des baisses plus accentuées que dans d'autres. C'est le système de l'offre et de la demande qui s'applique. Voilà l'explication demandée par le député.

## LE PRIX DU MAZOUT DOMESTIQUE

**M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, cela n'est pas une réponse. Le système de l'offre et de la demande ne joue absolument pas. Le secrétaire parlementaire peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le prix du mazout domestique n'a pas connu de baisse sensible? Par exemple, à Kapuskasing, en Ontario, le prix du mazout n'a diminué que de 3c. le litre entre janvier et mai. Pourquoi?

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, parce que les commerçants épuisent encore leurs anciens stocks.

**M. Penner:** Ce n'est pas vrai. C'est faux.

**M. McDermid:** Au Canada, nous exigeons qu'en hiver, il y ait constamment des stocks de mazout suffisants pour cent jours d'avance. Comme le député le sait, nous avons connu un hiver doux et ces stocks n'ont pas encore été épuisés. Je crois que le député pourra constater une baisse assez importante du prix du mazout d'ici à deux mois.

\* \* \*

● (1200)

## LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, hier, j'ai posé une question au sujet du programme prévu. A ce moment, le gouvernement n'était pas en mesure de nous faire une déclaration. J'espère qu'il l'est maintenant.

**M. Hnatyshyn:** Veuillez m'excuser, monsieur le Président. Des raisons personnelles m'ont forcé à m'absenter hier. J'avais cru faire comprendre clairement que je répondrais à mon retour à Ottawa.

Aujourd'hui est un jour réservé à l'étude d'une motion de l'Opposition officielle. Lundi, nous traiterons des projets de lois suivants: le projet de loi C-86, sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, en troisième lecture; le projet de loi C-109, sur la Loi de l'impôt sur le revenu et sur le crédit d'impôt à la recherche scientifique, à l'étape du rapport et, je l'espère, de la troisième lecture; le projet de loi C-91, Loi sur le Tribunal de la concurrence qui en est à l'étape du rapport et j'espère que nous progresserons sur ce point; le projet de loi C-75, Loi modifiant la Loi sur la marine marchande qui en est à la troisième lecture; le projet de loi C-112, sur la Loi sur l'administration de l'énergie, en deuxième lecture; le projet de loi C-19, sur la réorganisation de Bell Canada, à l'étape du rapport; le projet de loi C-95, Loi sur les Archives du Canada; et le projet de loi C-90, Loi concernant les régimes de pensions, à l'étape du rapport. Lundi, nous verrons quels progrès nous accomplissons et ce que nous pouvons faire mardi.

## AFFAIRES COURANTES

[Français]

## PÉTITIONS

## RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

**M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, en vertu de l'article 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux quatre pétitions portant les numéros suivants: 331-424, 331-432, 331-433 et 331-501.